

BRUNO LE MAIRE

VOULOIR UNE ÉCONOMIE POUR LA FRANCE



TRACTS
DE CRISE
GALLIMARD

5 MAI 2020 / 10 H / **Nº 65**
OFFERT EN PÉRIODE DE CONFINEMENT

Face à la plus grande épreuve économique de son histoire moderne, la France a résisté.

Cette résistance, elle la doit au courage et à l'abnégation des personnels de soin, dans tous les établissements, hôpitaux publics ou privés, cliniques, cabinets de médecins libéraux, EHPAD. Ils ont été le visage de la France qui console et qui tient.

Elle la doit à la cohésion des salariés, des artisans, des indépendants et des entrepreneurs.

Elle la doit aussi à l'État.

En quelques jours, l'État a dégagé des moyens financiers exceptionnels sans lesquels notre tissu économique, du plus petit commerce aux grandes entreprises industrielles, serait aujourd'hui un champ de ruines. Dans ces heures où il fallait réagir vite et fort, l'administration des Finances a montré à tous les niveaux qu'elle était une administration d'excellence, dévouée au bien public.

Il fallait briser les carcans idéologiques pour sauver notre économie. Il fallait s'affranchir des dogmes qui avaient guidé notre conduite depuis des décennies.

L'État l'a fait.

*

Maintenant, notre économie doit redémarrer.

Elle doit redémarrer dans des conditions de sécurité sanitaire maximale, mais elle doit redémarrer : sans quoi la France perdra en quelques mois le fruit de trois ans de transformation de notre modèle économique qui a été voulue par le Président de la République, mise en œuvre par le Premier ministre et le gouvernement et qui donnait des résultats.

Nous avions une ambition, nous devons en retrouver le goût et la force.

*

Passé le premier choc, le plus dur est devant nous. Nous savons que nous devrons vivre avec les incertitudes du virus encore pendant des mois. Nous mesurons que la crise de trésorerie des entreprises peut se transformer en crise de solvabilité, avec son cortège de faillites et de licenciements. La crise sanitaire ne doit pas se transformer en drame social.

Raison de plus pour rester fermes dans la conduite de notre politique économique volontariste. Raison de plus pour nous projeter dès maintenant dans l'avenir.

Pour cela, nous devons d'abord tirer les enseignements de la crise épidémique.

Cinq me semblent évidents.

Premier enseignement: la production fait la force d'une nation. Nous avons su garantir notre sécurité d'approvisionnement alimentaire, parce que nous avons conservé une agriculture indépendante, une industrie agro-alimentaire performante, des commerces alimentaires et un réseau de distribution solides. Pour certains médicaments indispensables en réanimation en revanche, nous n'avons pas eu d'autre choix que de multiplier les sources d'approvisionnement extérieures. La France doit rétablir sa capacité de production industrielle. Même au temps des réseaux numériques, les ateliers de production restent stratégiques. Produire plus, produire mieux, produire différemment sont des impératifs absous.

Deuxième enseignement: nous avons besoin de tous. Les agents de caisse, les transporteurs, les agents de nettoyage,

les postiers et les conducteurs de la RATP, les conseillers bancaires et les agriculteurs, les opérateurs des réseaux de communications ont tout simplement sauvé la France. Sans leur mobilisation quotidienne, où en serions-nous aujourd’hui ? Nous devrons en tirer les conséquences sur la juste rémunération du travail. Comme nous devrons tirer les conséquences du développement du télétravail, qui peut améliorer notre productivité nationale, réduire les émissions carbone, limiter les déplacements inutiles.

Troisième enseignement : un secteur financier solide est un atout décisif pour faire face à l’effondrement de l’activité réelle. Ni amie, ni ennemie, la finance est tout simplement vitale. Sans la force de frappe de notre réseau bancaire, privé ou public, nous aurions été incapables d’apporter aux centaines de milliers de TPE et de PME la trésorerie dont elles ont besoin.

Quatrième enseignement : la zone euro nous protège. La Banque centrale européenne nous permet de financer notre dette à des taux bas, elle nous autorise à prêter dans de bonnes conditions aux entreprises. Savoir qui de la Nation ou de la construction européenne sort grandie de cette crise est une question vaine. La réalité est que nations et Europe ne s’opposent pas : elles se complètent. Et que les deux devront avancer de concert pour garantir demain notre place entre la Chine et les États-Unis.

Cinquième et dernier enseignement : nous ne pouvons plus nous affranchir des règles du vivant. Nous, humains,

nous vivons dans une cohabitation muette avec le monde animal et végétal, avec les océans, avec les lacs, les fleuves et les rivières, avec les nuages et le ciel. Nous avons voulu domestiquer la planète. Nous devons apprendre à la respecter. Sans quoi nous libérerons des forces plus puissantes que toutes nos mécaniques économiques, qui nous ramèneront à la vulnérabilité de nos organismes vivants.

*

Sur la base de ces enseignements, nous pouvons mesurer les failles du modèle de développement économique mondial.

Une empreinte carbone excessive, un éclatement trop grand des chaînes de valeur, des inégalités insupportables entre les États et dans un même corps social, entreprise ou nation : autant de fragilités sur lesquelles la France alerte ses partenaires depuis des mois.

La crise a une vertu : elle nous offre une chance unique de redéfinir notre propre modèle économique, national et européen.

Alors ouvrons ce débat.

Demain, la réalité implacable des rapports de force internationaux reprendra le dessus. Si nous ne choisissons pas souverainement notre voie économique, nous nous réveillerons affaiblis, déclassés ou soumis à un ordre économique que nous n'aurons pas choisi. Ne nous faisons aucune illusion : ni les GAFAM, premiers bénéficiaires

technologiques et financiers de ces bouleversements, ni les grandes multinationales renforcées par la cartellisation en cours, encore moins la Chine ou les autres grandes puissances ne nous feront de cadeau.

*

Alors, quelle économie pour la France ?

Dans quelle Europe ?

Nous voulons une économie souveraine.

De toutes les grandes nations développées, la France est celle qui dépend le plus des chaînes de valeur étrangères pour sa consommation. À plus de 75 % pour certains produits stratégiques comme les médicaments. Cela ne peut pas et ne doit pas durer. Nous devons accélérer la politique de relocalisation industrielle en identifiant les chaînes de valeur stratégiques, en pariant sur notre attractivité, en investissant massivement dans les nouvelles technologies, en robotisant davantage nos PME. Cette relocalisation ne viendra pas naturellement. Elle ne sera pas pertinente dans tous les secteurs. Elle ne se fera pas uniquement au niveau national. Seul par conséquent un effort considérable en matière de compétitivité, de technologies de pointe et de coordination européenne nous permettra de relancer des productions en France.

Nous voulons une économie juste.

Au sortir des crises, ce sont les plus qualifiés qui retrouvent le plus rapidement un emploi. Ce sont les moins qualifiés, les jeunes, les plus de 55 ans qui sont les plus exposés. Nous devons les protéger en accélérant nos politiques de formation. Nous devons aussi offrir de meilleures perspectives de rémunération à ceux qui ont les salaires les plus modestes et occupent pourtant des postes essentiels. Les écarts salariaux doivent se réduire, les inégalités avec.

Nous voulons une économie durable.

L'abandon des politiques de lutte contre le réchauffement climatique sera une des principales tentations dans les mois qui viennent. Tout va plaider dans ce sens : la chute des prix du pétrole, le besoin de relancer la machine économique, le coût relatif des énergies vertes. Nous devons faire exactement l'inverse. Il nous appartient d'accélérer la transition écologique pour faire de notre économie la première économie décarbonée de la planète. Investissons dans l'électrification de notre parc de voitures, dans le renouvellement de notre flotte aérienne, dans la rénovation des bâtiments et dans les technologies de stockage. La relance économique doit être une relance verte. Les États européens ne doivent rien céder sur le *Green Deal*.

Nous voulons une économie protégée.

Protection ne signifie pas protectionnisme. Protection signifie taxe carbone aux frontières européennes, pour compenser le coût CO₂ de nos importations. Protection veut dire contrôle attentif des investissements étrangers en France. Protection implique nouvelle politique industrielle européenne et nouvelles règles de la concurrence. Protection veut dire accélération de la juste taxation des multinationales et des géants du numérique. Elle ne signifie pas en revanche la fin de la mondialisation, qui serait une régression historique. La fin de la mondialisation est un slogan aussi absurde que facile, qui replongerait dans la misère des peuples qui en sont tout juste sortis. Elle fermerait nos consciences. Elle ralentirait le progrès. Du reste, elle appauvrirait la France, comme grande puissance économique insérée dans les chaînes de valeur mondiale. En revanche, nous devons redéfinir avec nos partenaires européens les nouvelles règles d'une mondialisation plus juste, plus durable et plus efficace. Le défi peut sembler moins ambitieux. Il demandera en réalité une mobilisation de toutes nos forces.

Une économie juste et décarbonée dans une Europe souveraine, est-ce un rêve ?

Non, une réalité à portée de volonté.

Seuls les défaitistes habituels, qui ne croient en rien et surtout pas dans la France, jugent impossible de nous redresser : trop difficile, trop coûteux, trop tard.

Difficile, oui, coûteux, certainement, trop tard en revanche : jamais.

Aux grands rendez-vous de son histoire, la France a toujours répondu présent. Cette crise en est un. Il a lieu sur un terrain qui nous est le moins familier, le terrain économique. Il ne nous convoque pas séparément, mais ensemble. Il nous oblige donc à nous dépasser comme peuple et comme nation.

Nous le ferons.

BRUNO LE MAIRE



Aux grands rendez-vous de son histoire, la France a toujours répondu présent. Cette crise en est un. Il a lieu sur un terrain qui nous est le moins familier, le terrain économique. Il ne nous convoque pas séparément, mais ensemble. Il nous oblige donc à nous dépasser comme peuple et comme nation.

BRUNO LE MAIRE

BRUNO LE MAIRE EST MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES. IL EST L'AUTEUR DE PLUSIEURS LIVRES PARUS CHEZ GALLIMARD, DONT *PAUL ET LE NOUVEL EMPIRE* (2019).

TRACTS.GALLIMARD.FR

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : **ANTOINE GALLIMARD**

DIRECTION ÉDITORIALE : **ALBAN CERISIER**

ALBAN.CERISIER@GALLIMARD.FR

GALLIMARD • 5 RUE GASTON-GALLIMARD 75007 PARIS • FRANCE • WWW.GALLIMARD.FR

DÉPÔT LÉGAL : MAI 2020 © ÉDITIONS GALLIMARD, 2020

5 MAI 2020

BRUNO
LE MAIRE
VOULOIR
UNE ÉCONOMIE POUR LA FRANCE



5 MAI 2020 / 10 H / **N° 65**
OFFERT EN PÉRIODE DE CONFINEMENT

**Vouloir une
économie pour la
France
Bruno Le Maire**

Cette édition électronique du livre
Vouloir une économie pour la France de Bruno Le Maire
a été réalisée le 05 mai 2020
par les Éditions Gallimard.
ISBN : 9782072913952